



► Compte rendu des travaux

2A

Conférence internationale du Travail – 111^e session, Genève, 2023

Date: 9 juin 2023

Rapports sur les pouvoirs

Premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Table des matières

	Page
Composition de la Conférence	3
Situation concernant l'accréditation des États Membres	3
Délégués et conseillers techniques.....	4
Proportion de femmes accréditées dans les délégations	5
Quorum.....	6
Autres participants.....	6
Représentation du Myanmar.....	7
Suivi, protestations et communications	9

Annexes

I. Liste des délégués et conseillers techniques accrédités.....	10
II. Liste des délégués et conseillers techniques inscrits	11
III. Proportion de femmes accréditées dans les délégations de la Conférence	12

1. La Commission de vérification des pouvoirs de la 111^e session de la Conférence internationale du Travail est composée comme suit:

Présidente:	M ^{me} Tanya Marie Samuelsen (déléguée gouvernementale, Norvège)
Vice-président employeur:	M. Fernando Yllanes Martínez (délégué suppléant des employeurs, Mexique)
Vice-président travailleur:	M. Jeffrey Vogt (délégué travailleur, États-Unis d'Amérique)

Composition de la Conférence

Situation concernant l'accréditation des États Membres

2. Au 9 juin 2023 à 14 heures, 172 des 187 États Membres de l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont accrédité une délégation, parmi lesquels 125 ont déposé leurs pouvoirs dans le délai imparti, à savoir le 15 mai 2023. En revanche, les 14 États Membres ¹ ci-après (9 en 2022) n'ont pas accrédité de délégation:

Belize	Samoa
Dominique	Sainte-Lucie
Grenade	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Îles Cook	Sri Lanka
Îles Marshall	Timor-Leste
Îles Salomon	Tuvalu
Palaos	Vanuatu

3. Un gouvernement (Sri Lanka) a fait savoir qu'il n'était pas en mesure d'accréditer une délégation à la Conférence cette année en raison de la situation financière du pays, et un autre (Belize), que l'absence de délégation tenait à des circonstances imprévues.
4. Les États Membres ci-après ont accrédité des délégations incomplètes:
 - Antigua-et-Barbuda (délégation exclusivement gouvernementale)
 - Arménie (absence de délégué des employeurs)
 - Gambie (délégation exclusivement gouvernementale)
 - Soudan (délégation exclusivement gouvernementale)
 - Suriname (absence de délégué des employeurs)
 - Yémen (délégation exclusivement gouvernementale)

¹ À l'exclusion du Myanmar (voir les paragraphes 18-29 concernant la représentation du Myanmar).

5. Le gouvernement du Suriname a indiqué qu'il n'avait pas accrédité de délégué des employeurs parce qu'il n'avait pas reçu de réponse de l'organisation d'employeurs la plus représentative du pays à son invitation formelle à désigner ledit délégué, malgré l'engagement du gouvernement à prendre en charge les frais de voyage et de séjour.
6. La commission rappelle que le Conseil d'administration a décidé ² que la présente session de la Conférence se tiendrait en présentiel, avec la possibilité de suivre les débats à distance grâce à un accès en ligne passif (pour la plénière, via la [plateforme de diffusion vidéo en continu](#) et, pour les commissions, en demandant des liens aux coordinateurs de commissions pour les séances publiques). Cette décision a été prise sur la base des commentaires reçus et des principaux enseignements tirés des sessions de la Conférence de 2021 et 2022 organisées respectivement sous forme entièrement virtuelle ou selon des modalités hybrides, lesquelles ont montré que, si les sessions ont dans l'ensemble été couronnées de succès, aucune plateforme en ligne ne peut offrir aux participants une expérience équivalente aux échanges en présentiel. Aussi la commission reste-t-elle préoccupée par le fait qu'en ne désignant pas de délégation ou en n'accréditant pas une délégation pleinement tripartite, le gouvernement prive les employeurs ou les travailleurs du pays, selon le cas, de leur droit d'être représentés en personne au sein de l'organe suprême de décision de l'OIT et de participer activement à ses travaux. La désignation d'une délégation tripartite complète est également essentielle eu égard à l'article 4, paragraphe 2, de la Constitution de l'OIT, qui prévoit que, si un État Membre ne désigne pas l'un des délégués non gouvernementaux, l'autre délégué non gouvernemental accrédité perd son droit de vote. Par conséquent, en l'absence de participation des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, la Conférence ne peut fonctionner correctement ni atteindre ses objectifs. À ce sujet, la commission fait observer que le Conseil d'administration, se fondant sur le dernier rapport ³ relatif à la composition de la Conférence internationale du Travail et des réunions régionales, a de nouveau prié instamment les États Membres de s'acquitter de leur obligation constitutionnelle d'accréditer des délégations tripartites complètes aux sessions de la Conférence et aux réunions régionales.

Délégués et conseillers techniques

Délégués, délégués suppléants et conseillers techniques accrédités et enregistrés

	Gouvernements		Employeurs		Travailleurs		Total	
	Accrédités	Enregistrés	Accrédités	Enregistrés	Accrédités	Enregistrés	Accrédités	Enregistrés
Délégués	336	265	166	110	168	121	670	496
Délégués suppléants *	460	334	202	140	240	189	902	663
Conseillers techniques	994	668	452	259	683	486	2 129	1 413
Total	1 790	1 267	820	399	1 091	796	3 701	2 572

* Conseillers techniques désignés à titre permanent comme suppléants dans les pouvoirs.

² GB.347/INS/2/2.

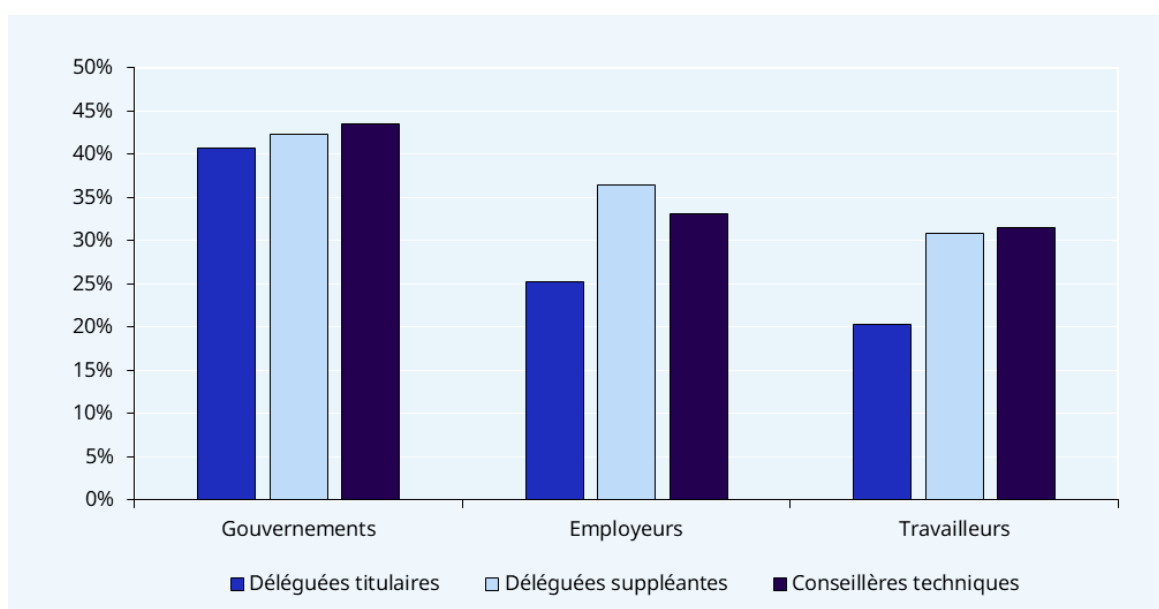
³ GB.347/LILS/2.

7. Sur les 3 701 délégués accrédités, 2 572 se sont enregistrés.
8. On trouvera en annexes I et II des informations détaillées par État Membre. Des informations sur la composition de la Conférence sont aussi disponibles sur le site «[Délégations à la Conférence internationale du travail de 2023](#)», qui est régulièrement mis à jour.

Proportion de femmes accréditées dans les délégations

9. La commission regrette que la proportion globale de femmes déléguées et conseillères techniques qui ont été accréditées à la présente session de la Conférence ait stagné à un faible 36,6 pour cent (36,5 pour cent en 2022). Les délégations gouvernementales comptent 42,8 pour cent de femmes (41,5 pour cent en 2022), les délégations d'employeurs 32,6 pour cent (33,2 pour cent en 2022) et les délégations de travailleurs 29,5 pour cent (29,6 pour cent en 2022).

► Proportion de femmes par fonction et par groupe



10. Comme indiqué ci-dessus, la commission note que dans les trois groupes (gouvernements, employeurs et travailleurs), les délégués titulaires sont cette année encore essentiellement des hommes.
11. Cette année, l'objectif d'au moins 30 pour cent de femmes n'a été atteint ni pour les délégués titulaires des employeurs (25,3 pour cent) ni pour les délégués titulaires des travailleurs (20,2 pour cent), bien que le Conseil d'administration ait prié une nouvelle fois tous les groupes de s'efforcer d'atteindre la parité femmes-hommes parmi les délégués, conseillers techniques et observateurs accrédités à la Conférence ⁴ et que les lettres de convocation à la présente session de la Conférence aient expressément invité les États Membres à ne ménager aucun effort pour atteindre la [parité hommes-femmes](#) au sein de leurs délégations nationales. La commission exprime donc l'espoir que tous les États Membres atteindront, à la prochaine session de la Conférence, l'objectif d'au moins 30 pour cent de femmes dans tous les groupes, notamment en ce qui concerne les personnes exerçant des fonctions de responsabilité, l'objectif étant la parité (à savoir entre 47 et 53 pour cent de femmes).

⁴ GB.347/LILS/2.

12. En outre, la commission observe que, comme il ressort de l'annexe III au présent rapport, six délégations à la présente session de la Conférence sont exclusivement composées d'hommes. La commission demande aux États Membres concernés de prendre les mesures appropriées pour remédier à cette situation.

Quorum

13. Les vingt États Membres ci-après accrédités à la Conférence présentent un tel retard dans le paiement de leurs contributions aux dépenses de l'OIT qu'ils ne peuvent pas participer, pour le moment, aux votes à la Conférence, y compris à ses commissions, conformément à l'article 13, paragraphe 4, de la Constitution de l'OIT.

Afghanistan	Liban
Antigua-et-Barbuda	Palaos *
Comores	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Congo	République bolivarienne du Venezuela
Dominique *	Sao Tomé-et-Principe
État plurinational de Bolivie	Soudan
Gambie	Tadjikistan
Guinée-Bissau	Tchad
Guinée équatoriale	Tuvalu *
Îles Salomon *	Yémen

* Pays non accrédité à la présente session de la Conférence.

14. Il n'est donc pas tenu compte de 30 délégués de ces États Membres ayant enregistré une délégation dans le calcul du quorum. Il n'est pas non plus tenu compte de deux délégués qui, conformément à l'article 4, paragraphe 2, de la Constitution de l'OIT, ne peuvent pas voter en raison de la nature incomplète de la délégation de leur pays (Arménie et Suriname, voir paragraphe 4 et 5 ci-dessus).
15. Conformément à l'article 17, paragraphe 3, de la Constitution de l'OIT et à l'article 22 du Règlement de la Conférence, au 9 juin 2023 à 14 heures, le quorum nécessaire pour qu'un vote soit acquis est de 269. Des informations régulièrement mises à jour concernant la composition de la Conférence et le quorum pour les votes sont disponibles sur le [site Web de la Conférence](#).

Autres participants

16. Cent soixante-trois ministres ou vice-ministres ont été accrédités.
17. Participent également à la Conférence les observateurs suivants: un État non-Membre (Saint-Siège), un mouvement de libération (Palestine), des représentants de l'Organisation des Nations Unies et de certains de ses organes, des représentants d'institutions spécialisées et d'autres organisations internationales officielles, d'organisations internationales non gouvernementales ayant le statut consultatif, et des représentants d'autres organisations internationales non gouvernementales.

Représentation du Myanmar

18. Le 9 mai 2023, le Bureau a reçu une note verbale de la Mission permanente de la République de l'Union du Myanmar à Genève transmettant les pouvoirs d'une délégation tripartite du Myanmar, signée par M. Pwint San, «ministre de l'Union, ministère du Travail». La délégation comprenait des délégués gouvernementaux et des conseillers techniques du ministère du Travail, du ministère des Affaires étrangères et de la Mission permanente à Genève, dont le chargé d'affaires par intérim, ainsi qu'un délégué des employeurs et deux conseillers techniques de l'Union des fédérations des chambres du commerce et de l'industrie du Myanmar (UMFCCI) et un délégué des travailleurs de la Fédération des gens de mer du Myanmar.
19. Le 14 mai 2023, le Bureau a reçu un document, signé par M. Nai Suwunna, «ministre du Travail du gouvernement d'unité nationale» (NUG), annonçant la désignation d'une délégation tripartite représentant le «gouvernement d'unité nationale de la République de l'Union du Myanmar». D'autres communications ont été reçues les 16 et 26 mai de la même source et de la Mission permanente du Myanmar auprès des Nations Unies à New York, annonçant des modifications de la composition de la délégation initiale. La nouvelle délégation comprenait, en qualité de représentants du gouvernement, le ministre des Droits de l'homme, le vice-ministre de la Coopération internationale, le représentant permanent du Myanmar auprès des Nations Unies à New York et plusieurs fonctionnaires du ministère du Travail et du ministère des Affaires étrangères. Elle comprenait aussi un délégué des employeurs de la Fédération du Myanmar des agences de placement à l'étranger (MOEAF), un délégué des travailleurs de la Fédération des travailleurs de l'industrie du Myanmar (IWFM), ainsi que deux conseillers techniques, respectivement de la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM) et du Réseau regroupant l'ensemble des syndicats du Myanmar. Dans une note d'accompagnement, le ministère du Travail expliquait que, aux fins de la désignation du délégué des employeurs, il s'était d'abord adressé à l'UMFCCI, mais que faute de réponse, il avait choisi un délégué désigné par la MOEAF. En ce qui concerne la délégation des travailleurs, le gouvernement avait consulté l'Alliance des travailleurs du Myanmar, seule organisation représentant véritablement la population active du Myanmar depuis le coup militaire, et à laquelle s'était jointe la CTUM.
20. *La commission rappelle que lors des deux précédentes sessions de la Conférence, des pouvoirs concurrents avaient été reçus de la part de ces deux mêmes entités, à savoir les autorités militaires et le NUG. Dans les deux cas, la commission a pris note des déclarations concernant la situation au Myanmar faites à l'OIT et dans d'autres organisations internationales, ainsi que du traitement de la question de la représentation du Myanmar au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies et des organes des institutions spécialisées; compte tenu de la résolution 396(V) adoptée le 14 décembre 1950 par l'Assemblée générale des Nations Unies, la commission a décidé qu'aucun délégué du Myanmar ne serait accrédité (ILC.109/Comptes rendus nos 3B et 3E, ILC.110/Compte rendu n° 2A).*
21. *La commission prend note des faits nouveaux intervenus à l'OIT concernant le Myanmar depuis la clôture de la dernière session de la Conférence en juin 2022, et notamment de ce que le Myanmar n'a été invité à aucune des réunions de l'OIT, y compris les sessions du Conseil d'administration, la quatrième réunion de la Commission tripartite spéciale créée en application de la convention du travail maritime en avril 2022, la dix-septième Réunion régionale de l'Asie et du Pacifique en décembre 2022 ou la 21^e Conférence internationale des statisticiens du travail prévue en octobre 2023.*
22. *La commission note également qu'à sa 347^e session (mars 2023), le Conseil d'administration a de nouveau déploré l'absence de progrès concernant le respect de la volonté du peuple, des institutions et des processus démocratiques, et le fait que le gouvernement démocratiquement élu n'avait pas*

été rétabli, et a demandé au Myanmar de coopérer pleinement avec la commission d'enquête chargée, conformément à l'article 26, paragraphe 4, de la Constitution de l'OIT, d'étudier la question du non-respect de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.

23. En outre, la commission prend note de la résolution S/RES/2669 (2022) adoptée le 21 décembre 2022 par le Conseil de sécurité des Nations Unies au sujet du Myanmar, dans laquelle celui-ci s'est dit profondément préoccupé par l'état d'urgence imposé par les militaires au Myanmar le 1^{er} février 2021 et ses graves conséquences pour le peuple du Myanmar et a réitéré son appel à soutenir les institutions et les processus démocratiques et à poursuivre un dialogue constructif et à œuvrer pour la réconciliation conformément à la volonté et aux intérêts du peuple du Myanmar.
24. La commission prend note par ailleurs de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies relative à la situation des droits de l'homme au Myanmar (A/HRC/RES/52/31 du 4 avril 2023), qui a de nouveau condamné le coup d'État militaire et le renversement du gouvernement civil élu dans la mesure où ils constituent une tentative inacceptable d'invalidier par la force les résultats des élections générales du 8 novembre 2020 et ont porté un coup d'arrêt à la transition démocratique du Myanmar. Le Conseil des droits de l'homme a de nouveau demandé à l'armée du Myanmar de mettre fin à la loi martiale et de revenir à la transition du pays vers la démocratie, en cessant toute obstruction du fonctionnement démocratique.
25. La commission rappelle que, aux termes de la résolution 396(V) adoptée le 14 décembre 1950 par l'Assemblée générale des Nations Unies, chaque fois que plus d'une autorité prétend être le gouvernement qualifié pour représenter un État, l'attitude qu'aura adoptée l'Assemblée générale sur une question de ce genre doit être prise en considération par les autres organes des Nations Unies et par les institutions spécialisées. En conséquence, selon une jurisprudence constante (par exemple, République dominicaine (1965), Cambodge (1998), Jamahiriya arabe libyenne (2011) et Myanmar (2021, 2022)), la question de la reconnaissance des gouvernements et de leur représentation au sein de l'OIT est considérée comme une question politique que l'Organisation devrait régler en s'en tenant à la position adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies. La décision sur le point de savoir s'il convient d'accepter l'une ou l'autre des séries de pouvoirs exige effectivement que la commission détermine laquelle des deux entités est internationalement reconnue comme représentant le gouvernement de l'État Membre à l'OIT. Dans ce cas, l'accréditation n'est plus une formalité procédurale, mais une question de fond ayant des incidences politiques importantes.
26. La commission rappelle à cet égard que, le 12 décembre 2022, la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies a examiné les pouvoirs présentés par les États membres de l'ONU, y compris le Myanmar, et décidé de reporter l'examen de la question des pouvoirs du Myanmar. Son rapport a été approuvé le 16 décembre 2022 par l'Assemblée générale, qui ne s'est depuis lors pas penchée sur la question. Depuis cette date, plusieurs entités ont reporté l'examen de la question des pouvoirs du Myanmar et maintenu son siège vacant dans l'attente de nouvelles orientations de l'Assemblée générale des Nations Unies, parmi lesquelles la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (mars 2023).
27. Plus récemment, le 23 mai 2023, la Commission de vérification des pouvoirs de la 76^e session de l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé a reconnu que la question de la représentation du Myanmar était toujours en suspens devant l'Assemblée générale des Nations Unies et décidé de reporter son examen, étant entendu que le Myanmar ne serait pas représenté à la 76^e session de l'Assemblée mondiale de la santé.
28. Au vu de ce qui précède, et compte tenu de la résolution 396(V) adoptée le 14 décembre 1950 par l'Assemblée générale des Nations Unies, la commission décide qu'aucun délégué du Myanmar ne sera accrédité à la 111^e session de la Conférence internationale du Travail.

29. *La commission note cependant avec préoccupation que l'ambiguïté persistante sur la question de la représentation du Myanmar affecte non seulement la représentation du gouvernement du Myanmar à la Conférence internationale du Travail, mais empêche également la participation des employeurs et des travailleurs du Myanmar à la Conférence et à d'autres réunions tripartites, selon le cas. Étant donné cette situation, qui est propre à l'OIT en raison de sa structure tripartite unique, la commission estime que, en l'absence persistante d'orientation de l'Assemblée générale des Nations Unies, elle envisagera peut-être, le moment venu, de prendre une décision qui permettrait aux mandants tripartites du Myanmar de recommencer à participer activement aux travaux de l'Organisation.*

Suivi, protestations et communications

30. Outre les trois cas de suivi (concernant la désignation des délégations des travailleurs de Djibouti, de la Mauritanie et de la République bolivarienne du Venezuela) que la commission examine en vertu de l'article 34 du Règlement de la Conférence, à la suite des décisions prises lors de la précédente session de la Conférence, la commission a été saisie de plusieurs protestations et communications. Elle en a aussitôt entrepris l'examen. Sa tâche se trouve simplifiée dès lors que les pouvoirs sont communiqués au Bureau international du Travail dans les délais impartis.
31. La Commission de vérification des pouvoirs soumet le présent rapport à la Conférence afin que celle-ci en prenne acte.

9 juin 2023

(Signé)

M^{me} Tanya Marie Samuelsen, présidente
M. Fernando Yllanes Martínez
M. Jeffrey Vogt

Annexe I

- 1) Délégués gouvernementaux
2) Délégués des employeurs
3) Délégués des travailleurs

- 4) Conseillers gouvernementaux
5) Conseillers des employeurs
6) Conseillers des travailleurs

Liste des délégués et conseillers techniques accrédités

	1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)
Afghanistan.....	2	1	1	1	-	-	Équateur.....	2	1	1	7	1	1	Lituanie.....	2	1	1	6	-	-	Saint-Kitts-et-Nevis.....	2	1	1	-	-	-
Afrique du Sud.....	2	1	1	7	4	4	Érythrée.....	2	1	1	1	-	1	Luxembourg.....	2	1	1	4	6	7	Sainte-Lucie.....	-	-	-	-	-	-
Albanie.....	2	1	1	1	1	1	Espagne.....	2	1	1	9	7	8	Macédoine du Nord.....	2	1	1	2	1	-	Saint-Marin.....	2	1	1	4	2	2
Algérie.....	2	1	1	11	8	12	Estonie.....	2	1	1	1	-	1	Madagascar.....	2	1	1	6	-	-	Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	-	-	-	-	-	-
Allemagne.....	2	1	1	15	4	7	Eswatini.....	2	1	1	9	2	2	Malaisie.....	2	1	1	11	2	12	Samoa.....	-	-	-	-	-	-
Angola.....	2	1	1	3	5	5	États-Unis d'Amérique.....	2	1	1	17	6	4	Malawi.....	2	1	1	9	3	1	Sao Tomé-et-Principe.....	1	1	1	-	-	-
Antigua-et-Barbuda.....	2	-	-	-	-	-	Éthiopie.....	2	1	1	8	2	4	Maldives.....	2	1	1	2	6	4	Sénégal.....	2	1	1	15	2	14
Arabie saoudite.....	2	1	1	13	4	5	Fédération de Russie.....	2	1	1	10	3	6	Mali.....	2	1	1	28	3	9	Serbie.....	2	1	1	4	3	2
Argentine.....	2	1	1	17	14	14	Fidji.....	2	1	1	3	-	-	Malte.....	2	1	1	8	5	5	Seychelles.....	2	1	1	-	1	-
Arménie.....	2	-	1	1	-	-	Finlande.....	2	1	1	5	5	3	Maroc.....	2	1	1	20	4	13	Sierra Leone.....	2	1	1	5	1	1
Australie.....	2	1	1	10	2	2	France.....	2	1	1	21	5	10	Maurice.....	2	1	1	3	2	-	Singapour.....	2	1	1	14	4	8
Autriche.....	2	1	1	8	3	6	Gabon.....	2	1	1	14	12	14	Mauritanie.....	2	1	1	8	2	3	Slovaquie.....	2	1	1	5	3	3
Azerbaïdjan.....	2	1	1	9	9	10	Gambie.....	2	-	-	3	-	-	Mexique.....	2	1	1	12	13	14	Slovénie.....	2	1	1	3	1	-
Bahamas.....	2	1	1	11	2	6	Géorgie.....	1	1	1	3	5	5	Mongolie.....	2	1	1	2	4	3	Somalie.....	2	1	1	1	-	5
Bahreïn.....	2	1	1	7	6	8	Ghana.....	2	1	1	17	14	14	Monténégro.....	2	1	1	7	-	1	Soudan.....	2	-	-	2	-	-
Bangladesh.....	2	1	1	18	7	2	Grèce.....	2	1	1	16	10	7	Mozambique.....	2	1	1	4	-	1	Soudan du Sud.....	2	1	1	8	4	1
Barbade.....	2	1	1	3	-	2	Grenade.....	-	-	-	-	-	-	Myanmar.....	-	-	-	-	-	-	Sri Lanka.....	-	-	-	-	-	-
Bélarus.....	2	1	1	6	2	14	Guatemala.....	2	1	1	9	4	3	Namibie.....	2	1	1	6	1	1	Suède.....	2	1	1	9	6	5
Belgique.....	2	1	1	21	5	14	Guinée.....	2	1	1	25	11	12	Népal.....	2	1	1	2	6	13	Suisse.....	2	1	1	15	4	7
Belize.....	-	-	-	-	-	-	Guinée-Bissau.....	2	1	1	-	-	1	Nicaragua.....	2	1	1	1	2	2	Suriname.....	1	-	1	-	-	-
Bénin.....	2	1	1	3	-	7	Guinée équatoriale.....	2	1	1	3	1	1	Niger.....	2	1	1	26	14	14	Tadjikistan.....	2	1	1	-	-	-
Bolivie (État plurinational de).....	2	1	1	8	1	1	Guyana.....	2	1	1	1	-	-	Nigéria.....	2	1	1	18	14	14	Tchad.....	2	1	1	10	1	4
Bosnie-Herzégovine.....	1	1	1	-	-	-	Haïti.....	1	1	1	2	1	6	Norvège.....	2	1	1	8	3	7	Tchéquie.....	2	1	1	10	2	3
Botswana.....	2	1	1	17	3	12	Honduras.....	2	1	1	3	3	-	Nouvelle-Zélande.....	2	1	1	4	2	1	Thaïlande.....	2	1	1	26	14	13
Brésil.....	2	1	1	15	7	7	Hongrie.....	2	1	1	7	2	4	Oman.....	2	1	1	10	5	4	Timor-Leste.....	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam.....	2	1	1	5	-	-	Îles Cook.....	-	-	-	-	-	-	Ouganda.....	2	1	1	7	13	14	Togo.....	2	1	1	13	8	12
Bulgarie.....	2	1	1	7	4	2	Îles Marshall.....	-	-	-	-	-	-	Ouzbékistan.....	2	1	1	5	3	6	Tonga.....	2	1	1	-	-	-
Burkina Faso.....	2	1	1	21	3	9	Îles Salomon.....	-	-	-	-	-	-	Pakistan.....	2	1	1	14	5	3	Trinité-et-Tobago.....	2	1	1	20	4	4
Burundi.....	2	1	1	4	-	-	Inde.....	2	1	1	8	13	14	Palaos.....	-	-	-	-	-	-	Tunisie.....	2	1	1	6	2	8
Cabo Verde.....	2	1	1	1	-	-	Indonésie.....	2	1	1	26	14	14	Panama.....	2	1	1	7	3	3	Turkménistan.....	2	1	1	3	-	-
Cambodge.....	2	1	1	5	-	2	Iran (République islamique d').....	2	1	1	7	5	7	Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	2	1	1	4	-	-	Türkiye.....	2	1	1	26	14	13
Cameroun.....	2	1	1	2	9	13	Iraq.....	2	1	1	10	12	14	Paraguay.....	2	1	1	4	1	13	Tuvalu.....	-	-	-	-	-	-
Canada.....	2	1	1	13	5	4	Irlande.....	2	1	1	9	-	1	Pays-Bas.....	2	1	1	15	5	14	Ukraine.....	1	1	1	1	2	4
Chili.....	2	1	1	12	6	12	Islande.....	2	1	1	4	1	1	Pérou.....	2	1	1	3	4	6	Uruguay.....	2	1	1	9	2	3
Chine.....	2	1	1	16	8	7	Israël.....	2	1	1	7	1	1	Philippines.....	2	1	1	19	4	5	Vanuatu.....	-	-	-	-	-	-
Chypre.....	2	1	1	5	7	7	Italie.....	2	1	1	6	4	9	Pologne.....	2	1	1	8	5	5	Venezuela (Rép. bolivarienne du).....	2	1	1	5	8	14
Colombie.....	2	1	1	8	14	13	Jamaïque.....	2	1	1	6	-	1	Portugal.....	2	1	1	12	5	7	Viet Nam.....	2	1	1	2	2	3
Comores.....	2	1	1	3	-	3	Japon.....	2	1	1	16	4	7	Qatar.....	2	1	1	9	4	4	Yémen.....	2	-	-	2	-	-
Congo.....	2	1	1	28	11	14	Jordanie.....	2	1	1	9	1	8	République arabe syrienne.....	2	1	1	2	11	5	Zambie.....	2	1	1	13	14	14
Costa Rica.....	2	1	1	4	1	1	Kazakhstan.....	2	1	1	3	2	7	République centrafricaine.....	2	1	1	5	1	4	Zimbabwe.....	2	1	1	20	2	7
Côte d'Ivoire.....	2	1	1	26	9	14	Kenya.....	2	1	1	28	13	14	République de Corée.....	2	1	1	9	5	7							
Croatie.....	2	1	1	6	1	1	Kirghizistan.....	1	1	1	-	2	-	République de Moldova.....	2	1	1	3	1	1							
Cuba.....	2	1	1	4	1	1	Kiribati.....	2	1	1	2	-	-	Rép. démocratique du Congo.....	2	1	1	28	11	14							
Danemark.....	2	1	1	10	3	4	Koweït.....	2	1	1	3	1	1	Rép. démocratique populaire lao.....	2	1	1	3	1	1							
Djibouti.....	2	1	1	6	1	1	Lesotho.....	2	1	1	3	-	-	République dominicaine.....	2	1	1	10	7	14							
Dominique.....	-	-	-	-	-	-	Lettonie.....	2	1	1	3	1	2	République-Unie de Tanzanie.....	2	1	1	18	3	14							
Égypte.....	2	1	1	8	6	12	Liban.....	2	1	1	2	1	9	Roumanie.....	2	1	1	5	5	8							
El Salvador.....	2	1	1	9	3	7	Libéria.....	1	1	1	2	1	1	Royaume-Uni.....	2	1	1	24	1	5							
Émirats arabes unis.....	2	1	1	14	3	3	Libye.....	2	1	1	10	-	-	Rwanda.....	2	1	1	2	-	4							

1) 2) 3) 4) 5) 6)

Total3361661681454654923

1) 2) 3) 4) 5) 6)
Total 336 166 168 1454 654 923

Annexe II

- 1) Délégués gouvernementaux
2) Délégués des employeurs
3) Délégués des travailleurs
- 4) Conseillers gouvernementaux
5) Conseillers des employeurs
6) Conseillers des travailleurs

Liste des délégués et conseillers techniques inscrits

	1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)		1)	2)	3)	4)	5)	6)
Afghanistan.....	2	-	-	1	-	-	Équateur.....	2	-	-	1	-	-	Lituanie.....	1	1	1	1	-	-	Saint-Kitts-et-Nevis.....	2	1	1	-	-	-
Afrique du Sud.....	2	1	1	6	4	4	Érythrée.....	1	1	1	1	-	1	Luxembourg.....	-	-	1	2	3	4	Sainte-Lucie.....	-	-	-	-	-	-
Albanie.....	1	-	-	1	-	-	Espagne.....	2	-	1	7	6	7	Macédoine du Nord.....	1	-	-	2	-	-	Saint-Marin.....	1	-	-	1	1	2
Algérie.....	2	1	-	8	1	-	Estonie.....	2	1	-	-	-	1	Madagascar.....	2	1	-	3	-	-	Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	-	-	-	-	-	-
Allemagne.....	1	1	-	10	4	6	Eswatini.....	2	1	1	9	2	2	Malaisie.....	2	1	1	10	2	9	Samoa.....	-	-	-	-	-	-
Angola.....	2	1	1	3	2	2	États-Unis d'Amérique.....	-	1	1	15	5	4	Malawi.....	1	-	-	9	1	-	Sao Tomé-et-Principe.....	-	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda.....	1	-	-	-	-	-	Éthiopie.....	2	1	1	7	2	4	Maldives.....	2	1	1	2	4	4	Sénégal.....	2	1	1	14	1	13
Arabie saoudite.....	2	1	1	7	4	5	Fédération de Russie.....	-	-	-	3	1	6	Mali.....	2	1	-	22	3	7	Serbie.....	2	-	-	2	3	2
Argentine.....	1	-	1	8	14	13	Fidji.....	2	1	1	2	-	-	Malte.....	2	-	1	6	2	5	Seychelles.....	2	1	1	-	1	-
Arménie.....	2	-	1	1	-	-	Finlande.....	1	1	1	4	2	3	Maroc.....	2	-	-	8	1	8	Sierra Leone.....	2	1	1	2	1	-
Australie.....	2	1	1	5	2	2	France.....	2	1	1	9	3	8	Maurice.....	2	1	1	3	-	-	Singapour.....	2	-	1	12	-	8
Autriche.....	1	-	-	7	1	4	Gabon.....	2	-	-	11	-	7	Mauritanie.....	2	1	1	3	1	1	Slovaquie.....	2	1	1	3	3	3
Azerbaïdjan.....	2	1	1	8	5	10	Gambie.....	-	-	-	1	-	-	Mexique.....	2	-	1	6	8	8	Slovénie.....	2	1	-	2	-	-
Bahamas.....	2	1	1	4	1	6	Géorgie.....	1	1	-	1	-	-	Mongolie.....	2	-	1	2	2	1	Somalie.....	2	1	1	1	-	4
Bahreïn.....	2	1	1	5	2	6	Ghana.....	2	1	1	17	13	14	Monténégro.....	2	-	-	2	-	-	Soudan.....	2	-	-	-	-	-
Bangladesh.....	1	1	1	10	4	1	Grèce.....	1	1	1	7	3	4	Mozambique.....	2	1	1	3	-	1	Soudan du Sud.....	2	1	1	7	3	1
Barbade.....	2	1	1	3	-	2	Grenade.....	-	-	-	-	-	-	Myanmar.....	-	-	-	-	-	-	Sri Lanka.....	-	-	-	-	-	-
Bélarus.....	2	1	1	4	2	7	Guatemala.....	2	1	1	6	2	2	Namibie.....	2	1	1	4	1	1	Suède.....	2	1	1	8	2	5
Belgique.....	2	1	1	16	3	11	Guinée.....	2	1	1	24	6	11	Népal.....	-	-	-	1	1	1	Suisse.....	2	1	1	12	4	6
Belize.....	-	-	-	-	-	-	Guinée-Bissau.....	2	-	1	-	-	1	Nicaragua.....	2	1	1	-	-	1	Suriname.....	1	-	1	-	-	-
Bénin.....	2	1	1	3	-	7	Guinée équatoriale.....	-	-	-	1	-	-	Niger.....	2	1	1	26	3	11	Tadjikistan.....	-	-	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de).....	2	-	1	2	-	1	Guyana.....	-	-	-	-	-	-	Nigéria.....	2	1	-	13	7	6	Tchad.....	2	1	1	9	1	4
Bosnie-Herzégovine.....	-	-	-	-	-	-	Haiti.....	-	1	-	-	-	3	Norvège.....	1	1	-	5	3	6	Tchéquie.....	-	1	1	3	1	3
Botswana.....	2	1	1	10	3	8	Honduras.....	1	1	-	1	1	-	Nouvelle-Zélande.....	2	1	1	1	2	1	Thaïlande.....	2	-	-	8	7	12
Brésil.....	2	-	1	9	7	7	Hongrie.....	1	1	1	6	2	3	Oman.....	1	1	1	9	4	4	Timor-Leste.....	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam.....	2	-	-	5	-	-	Îles Cook.....	-	-	-	-	-	-	Ouganda.....	2	1	1	1	10	3	Togo.....	2	-	1	12	8	11
Bulgarie.....	1	1	1	3	2	2	Îles Marshall.....	-	-	-	-	-	-	Ouzbékistan.....	1	-	1	2	-	4	Tonga.....	2	1	1	-	-	-
Burkina Faso.....	2	-	1	20	3	6	Îles Salomon.....	-	-	-	-	-	-	Pakistan.....	1	1	1	9	1	-	Trinité-et-Tobago.....	1	-	-	2	-	-
Burundi.....	-	-	-	1	-	-	Inde.....	2	1	1	4	12	14	Palaos.....	-	-	-	-	-	-	Tunisie.....	2	1	1	5	2	7
Cabo Verde.....	-	-	-	1	-	-	Indonésie.....	2	1	1	17	14	13	Panama.....	2	1	1	5	3	3	Turkménistan.....	2	1	1	2	-	-
Cambodge.....	2	1	1	4	-	1	Iran (République islamique d').....	2	1	1	4	4	6	Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	-	-	-	-	-	-	Türkiye.....	2	-	1	23	9	11
Cameroun.....	2	1	1	2	7	10	Iraq.....	1	-	1	4	2	13	Paraguay.....	1	1	1	2	1	7	Tuvalu.....	-	-	-	-	-	-
Canada.....	-	1	1	10	4	4	Irlande.....	2	1	1	5	-	-	Pays-Bas.....	2	1	1	11	4	12	Ukraine.....	1	-	1	1	-	-
Chili.....	1	1	-	6	6	8	Islande.....	1	1	1	1	-	1	Pérou.....	2	1	1	1	4	4	Uruguay.....	2	1	1	5	2	2
Chine.....	2	1	1	16	7	7	Israël.....	1	-	-	3	-	-	Philippines.....	2	1	1	18	4	5	Vanuatu.....	-	-	-	-	-	-
Chypre.....	2	-	-	3	2	3	Italie.....	2	1	1	6	-	4	Pologne.....	1	1	1	3	5	4	Venezuela (Rép. bolivarienne du).....	2	1	1	5	1	7
Colombie.....	2	1	1	5	10	11	Jamaïque.....	1	1	1	4	-	1	Portugal.....	2	1	-	9	4	5	Viet Nam.....	2	-	-	2	-	-
Comores.....	-	-	-	-	-	-	Japon.....	2	1	1	11	3	7	Qatar.....	2	-	1	9	4	4	Yémen.....	2	-	-	-	-	-
Congo.....	2	-	1	25	8	9	Jordanie.....	2	1	1	9	-	4	République arabe syrienne.....	2	1	1	2	6	5	Zambie.....	2	1	1	11	13	14
Costa Rica.....	2	1	1	1	-	1	Kazakhstan.....	2	1	1	2	-	6	République centrafricaine.....	2	-	1	4	-	4	Zimbabwe.....	2	1	1	18	2	4
Côte d'Ivoire.....	2	1	1	19	8	14	Kenya.....	2	1	1	22	11	14	République de Corée.....	-	-	-	-	7	4	5						
Croatie.....	2	-	1	3	-	-	Kirghizistan.....	-	-	-	-	-	-	République de Moldova.....	1	-	-	2	-	-							
Cuba.....	1	1	1	4	1	1	Kiribati.....	2	1	1	2	-	-	Rép. démocratique du Congo.....	2	1	1	19	7	5							
Danemark.....	2	1	1	7	2	2	Koweït.....	2	1	1	3	1	1	Répub. démocratique populaire lao.....	1	1	1	3	-	-							
Djibouti.....	2	1	1	5	1	1	Lesotho.....	2	1	1	3	-	-	République dominicaine.....	2	-	1	7	1	13							
Dominique.....	-	-	-	-	-	-	Lettonie.....	1	-	-	3	1	1	République-Unie de Tanzanie.....	1	1	1	16	3	12							
Égypte.....	2	-	1	8	4	12	Liban.....	-	1	1	2	1	6	Roumanie.....	2	1	1	2	1	4							
El Salvador.....	2	-	1	5	-	3	Libéria.....	1	1	1	-	1	-	Royaume-Uni.....	2	1	1	15	1	4							
Émirats arabes unis.....	2	1	-	9	2	3	Libye.....	2	1	1	7	-	-	Rwanda.....	-	-	1	2	-	1							

1) 2) 3) 4) 5) 6)
Total 265 110 121 1002 399 675

Annexe III

Proportion de femmes accréditées dans les délégations de la Conférence

09.06.2023 14:00:11

	G	E	T	Tot		G	E	T	Tot		G	E	T	Tot		G	E	T	Tot
Afghanistan.....	33.3	0.0	0.0	20.0	Émirats arabes unis.....	37.5	25.0	25.0	33.3	Lituanie.....	62.5	100.0	100.0	70.0	Rwanda.....	25.0	0.0	20.0	20.0
Afrique du Sud.....	22.2	40.0	60.0	36.8	Équateur.....	33.3	0.0	0.0	23.1	Luxembourg.....	16.7	28.6	37.5	28.6	Saint-Kitts-et-Nevis.....	50.0	0.0	100.0	50.0
Albanie.....	66.7	0.0	0.0	28.6	Érythrée.....	0.0	0.0	0.0	0.0	Macédoine du Nord.....	50.0	100.0	0.0	57.1	Saint-Marin.....	50.0	33.3	33.3	41.7
Algérie.....	30.8	22.2	7.7	20.0	Espagne.....	63.6	75.0	44.4	60.7	Madagascar.....	50.0	100.0	100.0	60.0	Sao Tomé-et-Principe.....	0.0	0.0	0.0	0.0
Allemagne.....	58.8	60.0	50.0	56.7	Estonie.....	100.0	100.0	50.0	83.3	Malaisie.....	46.2	33.3	7.7	27.6	Sénégal.....	35.3	0.0	40.0	34.3
Angola.....	0.0	33.3	50.0	29.4	Eswatini.....	18.2	0.0	33.3	17.6	Malawi.....	27.3	50.0	0.0	29.4	Serbie.....	33.3	75.0	66.7	53.8
Antigua-et-Barbuda.....	0.0	-	-	0.0	États-Unis d'Amérique.....	47.4	42.9	60.0	48.4	Maldives.....	75.0	14.3	20.0	31.3	Seychelles.....	100.0	0.0	0.0	40.0
Arabie saoudite.....	46.7	40.0	0.0	34.6	Éthiopie.....	30.0	0.0	0.0	16.7	Mali.....	20.0	25.0	30.0	22.7	Sierra Leone.....	14.3	0.0	50.0	18.2
Argentine.....	42.1	33.3	40.0	38.8	Fédération de Russie.....	25.0	50.0	14.3	26.1	Malte.....	50.0	16.7	33.3	36.4	Singapour.....	37.5	20.0	55.6	40.0
Arménie.....	0.0	-	100.0	25.0	Fidji.....	20.0	0.0	0.0	14.3	Maroc.....	40.9	20.0	28.6	34.1	Slovaquie.....	28.6	25.0	50.0	33.3
Australie.....	83.3	33.3	66.7	72.2	Finlande.....	71.4	66.7	75.0	70.6	Maurice.....	60.0	33.3	0.0	44.4	Slovénie.....	80.0	50.0	100.0	75.0
Autriche.....	70.0	0.0	14.3	38.1	France.....	47.8	33.3	63.6	50.0	Mauritanie.....	0.0	0.0	0.0	0.0	Somalie.....	66.7	0.0	33.3	40.0
Azerbaïdjan.....	36.4	30.0	45.5	37.5	Gabon.....	56.3	30.8	6.7	31.8	Mexique.....	50.0	28.6	33.3	37.2	Soudan.....	25.0	-	-	25.0
Bahamas.....	69.2	66.7	57.1	65.2	Gambie.....	20.0	-	-	20.0	Mongolie.....	25.0	20.0	25.0	23.1	Soudan du Sud.....	40.0	60.0	50.0	47.1
Bahrein.....	33.3	28.6	22.2	28.0	Géorgie.....	25.0	33.3	33.3	31.3	Monténégro.....	66.7	0.0	0.0	50.0	Suède.....	63.6	42.9	50.0	54.2
Bangladesh.....	10.0	12.5	33.3	12.9	Ghana.....	26.3	46.7	13.3	28.6	Mozambique.....	33.3	0.0	0.0	22.2	Suisse.....	47.1	0.0	37.5	36.7
Barbade.....	60.0	100.0	100.0	77.8	Grèce.....	77.8	18.2	50.0	54.1	Namibie.....	50.0	100.0	50.0	58.3	Suriname.....	0.0	-	0.0	0.0
Bélarus.....	50.0	0.0	60.0	50.0	Guatemala.....	45.5	20.0	25.0	35.0	Népal.....	25.0	14.3	21.4	20.0	Tadjikistan.....	50.0	0.0	0.0	25.0
Belgique.....	52.2	50.0	20.0	40.9	Guinée.....	14.8	25.0	23.1	19.2	Nicaragua.....	66.7	33.3	33.3	44.4	Tchad.....	41.7	0.0	0.0	26.3
Bénin.....	20.0	100.0	62.5	50.0	Guinée-Bissau.....	50.0	0.0	0.0	20.0	Niger.....	21.4	46.7	13.3	25.9	Tchéquie.....	50.0	100.0	25.0	52.6
Boïvie (État plurinational de).....	40.0	0.0	0.0	28.6	Guinée équatoriale.....	80.0	50.0	0.0	55.6	Nigéria.....	50.0	13.3	13.3	28.0	Thaïlande.....	60.7	40.0	28.6	47.4
Bosnie-Herzégovine.....	100.0	100.0	0.0	66.7	Guyana.....	66.7	0.0	0.0	40.0	Norvège.....	80.0	25.0	75.0	68.2	Togo.....	26.7	22.2	53.8	35.1
Botswana.....	73.7	25.0	15.4	47.2	Haïti.....	66.7	0.0	14.3	25.0	Nouvelle-Zélande.....	66.7	33.3	100.0	63.6	Tonga.....	100.0	0.0	0.0	50.0
Brésil.....	35.3	12.5	25.0	27.3	Honduras.....	60.0	50.0	0.0	50.0	Oman.....	16.7	16.7	0.0	13.0	Trinité-et-Tobago.....	86.4	20.0	40.0	68.8
Brunéï Darussalam.....	71.4	0.0	0.0	55.6	Hongrie.....	62.5	100.0	40.0	62.5	Ouganda.....	0.0	28.6	33.3	23.7	Tunisie.....	37.5	0.0	11.1	20.0
Bulgarie.....	88.9	60.0	0.0	64.7	Inde.....	30.0	28.6	40.0	33.3	Ouzbékistan.....	14.3	50.0	28.6	27.8	Turkménistan.....	20.0	100.0	0.0	28.6
Burkina Faso.....	21.7	25.0	30.0	24.3	Indonésie.....	39.3	53.3	13.3	36.2	Pakistan.....	6.3	33.3	25.0	15.4	Türkiye.....	42.9	33.3	0.0	29.8
Burundi.....	50.0	-	0.0	42.9	Iran (République islamique d').....	33.3	16.7	12.5	21.7	Panama.....	33.3	25.0	25.0	29.4	Ukraine.....	50.0	33.3	60.0	50.0
Cabo Verde.....	100.0	0.0	100.0	80.0	Iraq.....	33.3	7.7	13.3	17.5	Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	16.7	100.0	0.0	25.0	Uruguay.....	63.6	33.3	50.0	55.6
Cambodge.....	14.3	0.0	0.0	9.1	Irlande.....	81.8	100.0	50.0	78.6	Paraguay.....	66.7	50.0	28.6	40.9	Venezuela (Rép. bolivarienne du	42.9	11.1	26.7	25.8
Cameroun.....	100.0	50.0	21.4	42.9	Islande.....	50.0	50.0	50.0	50.0	Pays-Bas.....	47.1	16.7	53.3	44.7	Viet Nam.....	50.0	66.7	25.0	45.5
Canada.....	86.7	83.3	20.0	73.1	Israël.....	55.6	50.0	50.0	53.8	Pérou.....	40.0	60.0	57.1	52.9	Yémen.....	0.0	-	-	0.0
Chili.....	28.6	14.3	38.5	29.4	Italie.....	62.5	20.0	50.0	47.8	Philippines.....	38.1	40.0	33.3	37.5	Zambie.....	33.3	26.7	20.0	26.7
Chine.....	50.0	11.1	37.5	37.1	Jamaïque.....	75.0	0.0	50.0	63.6	Pologne.....	90.0	33.3	16.7	54.5	Zimbabwe.....	40.9	33.3	50.0	42.4
Chypre.....	71.4	25.0	25.0	39.1	Japon.....	16.7	40.0	37.5	25.8	Portugal.....	57.1	66.7	37.5	53.6					
Colombie.....	40.0	46.7	35.7	41.0	Jordanie.....	27.3	0.0	11.1	18.2	Qatar.....	54.5	20.0	40.0	42.9					
Comores.....	60.0	100.0	50.0	60.0	Kazakhstan.....	40.0	0.0	37.5	31.3	République arabe syrienne.....	25.0	0.0	0.0	4.5					
Congo.....	26.7	36.4	35.7	30.9	Kenya.....	36.7	57.1	20.0	37.3	République centrafricaine.....	14.3	50.0	20.0	21.4					
Costa Rica.....	66.7	50.0	50.0	60.0	Kirghizistan.....	0.0	33.3	0.0	20.0	République de Corée.....	27.3	50.0	50.0	40.0					
Côte d'Ivoire.....	28.6	40.0	33.3	32.1	Kiribati.....	25.0	0.0	0.0	16.7	République de Moldova.....	100.0	0.0	0.0	55.6					
Croatie.....	50.0	50.0	100.0	58.3	Koweït.....	20.0	0.0	0.0	11.1	Rép. démocratique du Congo.....	23.3	33.3	6.7	21.1					
Cuba.....	50.0	0.0	50.0	40.0	Lesotho.....	80.0	100.0	0.0	71.4	Rép. démocratique populaire la	0.0	50.0	50.0	22.2					
Danemark.....	50.0	75.0	40.0	52.4	Lettonie.....	40.0	0.0	100.0	50.0	République dominicaine.....	33.3	37.5	26.7	31.4					
Djibouti.....	25.0	50.0	0.0	25.0	Liban.....	25.0	0.0	0.0	6.3	République-Unie de Tanzanie.....	40.0	75.0	0.0	28.2					
Égypte.....	50.0	14.3	23.1	30.0	Libéria.....	66.7	0.0	50.0	50.0	Roumanie.....	42.9	33.3	22.2	31.8					
El Salvador.....	54.5	25.0	12.5	34.8	Libye.....	25.0	0.0	0.0	21.4	Royaume-Uni.....	65.4	0.0	50.0	58.8					

	G	E	T	Tot
%	42.8	32.6	29.5	36.6